



CC 66 ATTENTION DANGER !

Les deux syndicats employeurs (la FEGAPEI et le SYNEAS, nouvellement appelés les FEGNEAS en vue de leur fusion) terminent leur tour de France pour expliquer à leurs adhérents (qui sont nos directions) le contenu du projet de refonte de la CC66.

Leur intention est bel et bien de **dénoncer la convention pour définir un nouveau cadre conventionnel**. Ils l'avaient déjà tenté il y a quelques années en arrière avec des propositions telles que : **diminuer le nombre de congés ou de RTT, individualisation du salaire, changement des grilles et donc des métiers, baisse de l'évolution de l'ancienneté...** Mais s'étaient heurté à la colère des 250000 salarié-e-s de la branche.

A nouveau, les syndicats de patrons récidivent et il est important de montrer que nous ne subissons pas ce projet qui va principalement tuer des droits aux salarié-e-s,

En septembre 2014 les patrons déclaraient : *« Le SYNEAS et la FEGAPEI, conscientes de l'inadaptation grandissante et inacceptable des cadres conventionnels..., ont décidé d'unir leurs efforts pour construire ensemble un nouveau cadre conventionnel et restent convaincues de la nécessité de mettre en place une convention collective unique étendue avec, en perspective, une obligation de résultat ».*

Aucun des prétextes évoqués, sur la classification ou encore sur l'intégration des nouveaux métiers qui ne seraient pas intégrables aux grilles actuelles ne tient la route, et que dire des autres propositions :

- **Remise en cause des métiers au profit des fonctions et des compétences**
- **Baisse et individualisation des salaires avec un remaniement des carrières et une part variable du salaire sous forme de primes laissées à l'appréciation subjective de l'employeur.**
- **Augmentation du temps de travail en supprimant les congés dits trimestriels et d'ancienneté.**
 - **Remise en cause des accords RTT au profit du forfait jour.**

Et la liste n'est pas exhaustive ! Faisons en cela confiance à la créativité patronale... !

L'austérité, c'est le prétexte tout trouvé pour justifier ces propositions « low cost », relayant en cela fidèlement le leit motiv gouvernemental directement inspiré par le MEDEF et encensé par ce dernier.

Car quel que soit l'habillage, une seule motivation mobilise les organisations syndicales employeurs, qu'elles soient de l'économie sociale et solidaire ou du MEDEF :

Baisser le coût du travail et faire toujours mieux avec toujours moins.



Un crédo que les organismes tarificateurs, ARS ou Conseils départementaux, ne manqueront pas d'applaudir à deux mains sous le manteau...

Les salarié-e-s sont exaspéré-e-s par la dégradation continue des conditions de travail, la violence des fermetures des services (internat Favre à la Croix Rousse, Escaladoise à Villefranche sur Saône) du manque de moyens, du blocage des salaires depuis près de 17 ans, de la chute du pouvoir d'achat. La précarisation du travail atteint des sommets sur l'ensemble du secteur, la perte de sens de nos missions est généralisée chez les professionnel-le-s, la souffrance et l'épuisement au travail sont malheureusement devenus un marqueur inquiétant dans beaucoup d'établissements. Les salarié-e-s sont à bout et n'en peuvent plus de prendre en charge des populations de plus en plus difficiles avec des conditions de travail et des moyens qui régressent chaque jour un peu plus. La FEHAP, employeur de la CC 51, avait tracé la voie en dénonçant cette convention tout en obtenant, au final, l'agrément par le Ministère de la position unilatérale des employeurs.

Pour nous, il est hors de question d'accepter que ce rejoue ce scénario. La dénonciation de la CC66, scénario plus que probable, se profile à l'horizon de cet été.

La méthode, nous le savons, consiste à écarter les organisations syndicales de salarié-e-s de la construction du projet pour aboutir à un texte « à prendre ou à laisser » dans un cadre contraint et un calendrier restreint.

Nous appelons l'ensemble des salarié-e-s à une journée de grève et de manifestation le jeudi 25 juin à 11 heures. Rassemblement devant le siège de l'ADAPEI, 75 cours Albert Thomas à Lyon 3ème, en signe de protestation contre un projet de loi patronal au rabais ! Soyons prêt-e-s dans les semaines à venir, à nous mobiliser pour continuer la lutte et défendre nos acquis conventionnels



SUD santé sociaux: 2 rue chavanne 69001 Lyon. Tel 0478304954
UD CGT santé et action sociale : 1 place Guichard 69003 Lyon. Tel 0478600967
CNT santé social : 44 rue Burdeau 69001 Lyon . Tel 0478270580

